

Études internationales



Csikós-Nagy, Béla, *Socialist Price Theory and Price Policy*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1975, 371 p.

H. R. C. Wright

Volume 9, numéro 1, 1978

Les relations extérieures des communautés européennes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700844ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700844ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wright, H. R. C. (1978). Compte rendu de [Csikós-Nagy, Béla, *Socialist Price Theory and Price Policy*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1975, 371 p.] *Études internationales*, 9(1), 137–137. <https://doi.org/10.7202/700844ar>

LIVRES

I. COMPTES RENDUS

CSIKÓS-NAGY, Béla, *Socialist Price Theory and Price Policy*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1975, 371p.

Le D^r Csikós-Nagy a fait un résumé analytique des débats soviétiques et est-européens sur le rôle des prix dans les systèmes socialistes. Il est très apte à la tâche, ayant travaillé à l'administration des prix en Hongrie et bien étudié les théories et les pratiques des marchés capitalistes contemporains. Les économistes de l'Ouest qui ont fait une étude spécialisée de ces débats donnent des explications mathématiques abstruses des formulations du scolasticisme marxiste. Le D^r Csikós-Nagy a une manière plus simple et pragmatique. Ses traducteurs ont trouvé une terminologie particulière qu'ils utilisent avec une uniformité admirable. Il faut lire quelques pages pour s'y accoutumer.

Le grand mérite du livre est de démontrer que, depuis la mort de Staline, les économistes des pays socialistes se sont fourni péniblement des moyens intellectuels pour décrire et discuter avec précision le comportement et le fonctionnement des prix sous les divers systèmes de planification socialistes. On peut manipuler les prix comme moyen indirect de l'exécution du plan ; on peut laisser fonctionner les prix comme moyen d'ajustement autonome de l'économie aux effets imprévus des décisions planifiées ; ou on peut se servir des prix non seulement pour le calcul, mais aussi comme source d'informations déterminantes pour le choix des buts de la planification. Si l'État veut planifier la structure future de l'économie, le choix des investissements à faire doit arriver en grande partie par décision politique, et des manipulations des prix en seront une conséquence. Jusqu'à quel point peut-on aller dans ce sens sans vicier les autres fonctions du système des prix ? Le D^r Csikós-Nagy n'aborde guère

cette question, pour laquelle l'expérience hongroise doit avoir une grande importance, mais il rejette explicitement l'idée stalinienne selon laquelle le plan peut se réaliser par la régulation directe de la production, les prix ayant un caractère opératif pour les biens de consommation et non pas pour les biens de production (p. 116).

Dans chaque pays du *Comecon* l'État règle les prix pour ses propres fins et selon son propre système. Dans le commerce entre ces pays il n'y a aucune autorité régulatrice et les prix doivent être justes. On n'a rien trouvé de plus équitable que les prix des marchés capitalistes internationaux, mais les marchés capitalistes sont très imparfaits. Selon l'Accord de Bucarest de 1958, les prix mondiaux capitalistes doivent être purifiés par un calcul des irrégularités attribuables, par exemple, à l'oligopolie avant que les pays du *Comecon* ne les adoptent dans les contrats entre eux. La dernière section du livre s'occupe des problèmes d'exécution de l'Accord.

H. R. C. WRIGHT

Économique,
Université McGill

KEENLEYSIDE, T. A., LEDUC, L. and MURRAY, J. A., *Public Opinion and Canada-United States Economic Relations*, Canadian Institute of International Affairs, « Behind the Headlines », vol. XXXV, n° 4, 1976, 26p.

Cet article, dont on souligne la valeur documentaire, représente une synthèse de l'évolution de l'opinion publique du sujet traité. Entre les deux guerres et après la Seconde Guerre mondiale, l'opinion publique canadienne, à quelques exceptions près, approuvait dans une proportion majoritaire la conduite du gouvernement fédéral en matière de politique extérieure.